

## France Universités : « Nous avons boosté nos équipes autour de nos ambitions » (Guillaume Gellé)

News Tank Éducation & Recherche -  
Paris - Actualité n°293637 - Publié le 30/06/2023 à 13:53

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 11/07/2023 à 08:56



Guillaume Gellé - © Seb Lascoux

- « Être plus qu'un club de présidents d'université et faire en sorte que la communauté universitaire plus large se reconnaisse dans France Universités ;
- repositionner l'université comme un acteur important des politiques publiques ;
- mieux représenter nos universités sur la scène internationale. »

Telles sont les trois ambitions de France Universités mises en avant par [Guillaume Gellé](#), son président, pour lesquelles « nous avons boosté nos équipes et recruté plusieurs personnes », indique-t-il le 28/06/2023.

Selon lui, trois thématiques particulières sont « fondamentales à l'heure actuelle » : la précarité et la réussite étudiante, le triptyque formation-recherche-innovation, et enfin l'Europe et l'international.

Sur le volet de la recherche, Guillaume Gellé pointe en particulier la place insuffisante du doctorat : « Il faut la déplorer et se battre pour la faire exister auprès des décideurs publics comme privés ».

Il revient aussi sur :

- le rapport de la mission conduite par [Philippe Gillet](#), géophysicien, ancien VP (Vice-président(e)) de l'EPFL (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne), sur les évolutions de l'écosystème R&I (Recherche et innovation) remis à [Sylvie Retailleau](#), ministre de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche), le 15/06/2023 ;
- la mission confiée à Manuel Tunon de Lara et Raymond Le Moign sur l'articulation entre Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), universités et CHU (Centre hospitalier universitaire) par les ministères de l'ESR et de la santé.

L'entrée des étudiants dans l'université en phase de Parcoursup et MonMaster et « le développement anarchique de l'enseignement privé » sont également des sujets d'actualité évoqués par le président de France Universités, et font l'objet d'un second article de News Tank.

---

## Les dernières recrues de France Universités

- [Nelly Dupin](#), secrétaire générale ;
- Catherine Descours, conseillère auprès du conseil des personnels et des moyens ;
- [François Pernot](#) (ex-Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur)), nouveau conseiller pour l'international ;
- [Yvon Berland](#), nouveau conseiller politique.

« Nous avons renforcé les missions autour de la santé : Marie-Amélie Cuny ne s'occupe plus que des questions de santé, et un nouveau chargé de mission numérique nous a rejoint : Adam Apazov », indique Guillaume Gellé.

« Nous avons aussi lancé deux missions :

- une mission sur l'international confiée à [Jean-François Huchet](#), président de l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales) ;
- et une mission sur la liberté académique confiée à [Mathias Vicherat](#), directeur de Sciences Po. »

## National : construction d'« un lien avec l'ensemble du réseau de l'écosystème universitaire »

Selon Guillaume Gellé, représenter la communauté universitaire de façon plus large « nécessite un lien avec l'ensemble du réseau de l'écosystème universitaire, c'est ce qu'on a entrepris avec les conférences des doyens, les réseaux des VP, les réseaux des directeurs de service ».

Par ailleurs, la conférence travaille à renforcer sa présence « sur le volet institutionnel, notamment dans les nombreux débats parlementaires et auprès de l'ensemble des ministères ayant un lien avec l'Esri (Enseignement supérieur, recherche et innovation), c'est-à-dire à peu près tous ».

## Europe et international : « mieux travailler avec les conférences de recteurs »

À l'échelle internationale, Guillaume Gellé juge notamment important de « mieux travailler avec les conférences de recteurs. C'est ce que nous avons commencé à faire notamment avec les universités canadiennes d'Ontario, mais également avec celles du Maroc, et nous sommes en train de regarder comment travailler sur l'Amérique du Sud, l'Amérique du Nord et l'Afrique ».

Il s'agit aussi de peser dans les politiques européennes, alors que se profile « une nouvelle phase de création et d'élargissement » des alliances universitaires et que « les élections européennes de 2024 vont nécessiter un débat de fond notamment sur la question de la jeunesse ».

« On essaie de le faire en construisant avec les conférences de recteurs au niveau européens des relations régulières et suivies, par

une participation aussi à l'EUA (European University Association) un peu plus appuyée, de sorte que les universités françaises soient bien présentes dans ce débat et puissent même avoir un effet d'entraînement par rapport à d'autres pays. »

## **Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche), Cofra (Conventions de formation par la recherche en administration), apprentissage : « Tout ce qui concernera le doctorat sera examiné avec précision »**

Concernant le doctorat, France Universités a « beaucoup œuvré sur le projet de loi justice pour que le doctorat reste l'une des voies privilégiées d'accès au corps de la magistrature », indique Guillaume Gellé.

Selon lui, il est également nécessaire de « continuer à développer les conventions Cifre en entreprise », mais aussi « à les développer en administration ».

*« France Universités a été un acteur majeur du développement du Cofra : l'équivalent des conventions Cifre pour la fonction publique de l'État. Il y a eu une première année avec quelques unités de Cofra, un objectif de 100 cette année. Il faut continuer à se battre pour développer ce contrat Cofra pour qu'il y ait plus de docteurs formés dans nos administrations et que les équipes administratives aient envie de recruter aussi plus de docteurs. »*

« Il faudra se poser aussi la question des PME (Petites et moyennes entreprises), qui connaissent assez peu les conventions Cifre, et regarder sur la question du doctorat par apprentissage s'il y a des leviers de développement. Des expérimentations ont été faites. »

*« Tout ce qui concernera le doctorat sera examiné avec précision et avec le souhait de continuer à le développer, tout en conservant l'objectif d'un diplôme d'excellence dans lequel la recherche joue un rôle majeur. Cela reste le point important qui différencie le doctorat peut-être des autres diplômes. »*

## **Rapport Gillet : « La question des opérateurs de recherche n'a pas été traitée du tout » par la mission**

Interrogé sur la place des universités au sein des préconisations du rapport Gillet, alors que celui-ci avait notamment pour mission de clarifier les rôles entre organismes et universités de recherche, Guillaume Gellé répond :

« Je n'ai pas vu de future organisation préconisée dans le rapport. J'ai été à toutes les phases de discussion avec les organismes. La concertation s'est faite dans ce qu'on appelle le G7 : les cinq organismes de recherche principaux (CNRS (Centre national de la recherche scientifique), Inserm, Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique), Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) et CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)), plus France Universités et Udice (Association réunissant les universités labellisées Idex). (...) »

Le rapport Gillet a été relativement cadré par la lettre de mission de la ministre, qui stipulait clairement que le rapport devait apporter des solutions non pas à la question de la gestion par les opérateurs de la recherche, mais de l'organisation globale de la recherche. Donc la question des opérateurs de recherche n'a pas été traitée du tout par [la mission] Gillet. Il n'y a pas eu de réflexion sur le rôle de l'université opérateur de recherche ou du rôle des organismes opérateurs de recherche.

Le rapport propose une mission supplémentaire confiée aux organismes, d'agence de programmation ; et un rôle d'organisation territoriale confié aux universités. Mais tout dépendra des choix que fera la ministre dans la mise en œuvre de ces préconisations. »

### **Poursuite des concertations**

« La ministre a annoncé qu'elle rendra ses choix fin août début septembre, après une poursuite des concertations. Nous sommes en pleine phase avec des réunions faites sur la simplification de la gestion des UMR (Unité mixte de recherche), sur le choix des sites expérimentaux — la ministre a annoncé entre 10 et 15 et récemment nous sommes partis sur une douzaine — qui soient représentatifs de la diversité des universités, des territoires, des liens avec les organismes.

Tout cela est en train de se passer en ce moment et conditionnera les arbitrages que [la ministre] fera pour aboutir à une forme de nouveau contrat entre universités et organismes. »

Selon lui, le rapport « donne des pistes intéressantes. L'idée d'un scientifique en chef, quand on dit qu'on est très attaché à faire reconnaître la place de la science dans la société, est plutôt bonne. Dans les pays qui ont un scientifique en chef, cela marche plutôt bien. Elle est mise en numéro 1 dans le rapport Gillet, il y a des chances peut-être qu'elle aboutisse. Mais il faut attendre le 30/08, qui est aussi la date du congrès de rentrée de France Universités ».

## **Mission sur la recherche biomédicale : « Nous sommes à disposition pour leur apporter le point de vue de France Universités »**

Concernant la recherche biomédicale, pour laquelle France Universités a fait dix propositions publiées le 06/04/2023, Guillaume Gellé indique :

« Comme la mission Gillet pour le lien universités-organismes de recherche, le lien avec les CHU doit à un moment donner évoluer. Le président de la République a annoncé une mission confiée à Manuel Tunon de Lara et Raymond Le Moign, nous allons les laisser travailler. Nous sommes à leur disposition pour leur apporter le point de vue de France Universités, et nous pensons qu'ils vont apporter des éléments de réponse. Mais dans tous les cas il nous paraît nécessaire, parce que les universités ont évolué, de réinterroger ce lien, pour être plus efficaces. »

Selon [Dean Lewis](#), VP de France Universités, « il y a une concomitance avec le rapport Gillet, où il y a déjà des pistes de propositions de modification des relations entre les CHU et les universités. La mission qui est en place va reprendre ces propositions pour les approfondir et arriver à des choses qui puissent être appliquées ».

### « Le barycentre entre l'université et l'hôpital a basculé vers l'hôpital »

« Quand je suis entré à la [CPU \(Conférence des présidents d'université\)](#), toutes les universités qui avaient des composantes santé avaient des présidents PU-PH ; aujourd'hui il y en a trois. Cela montre bien que le barycentre de la recherche et des activités de PU-PH qui font le lien entre l'université et l'hôpital a basculé vers hôpital », ajoute Dean Lewis.

« C'est cela qu'il faut qu'on rééquilibre, avec aussi la question de l'attractivité des métiers hospitalo-universitaires, alors qu'on a aujourd'hui une dizaine de démissions de PUPH par an, qui soit partent à l'étranger soit rejoignent le privé ».

### « Que l'université soit un acteur important de l'ensemble des concertations sur les sujets médicaux et paramédicaux »

Pour Guillaume Gellé, « l'université n'est pas assez consultée sur ces sujets majeurs et sur la santé au sens large ».

« Ce qui conditionne l'installation d'un médecin sur un territoire c'est notamment son 3<sup>e</sup> cycle, pas le premier. Laisser penser qu'on pourrait former plus de médecins et augmenter d'un coup les capacités d'accueil - sans consulter l'université - se confronte au fait qu'on perd des hospitalo-universitaires. Certaines disciplines médicales sont devenues des disciplines rares en France !

Il est temps d'avoir une approche pragmatique, qui doit considérer la capacité de l'université à former et à attirer les enseignants et les [E-C \(enseignant\(s\)-chercheur\(s\)\)](#) en médecine. Il faut qu'on arrive à régler réellement ce lien et pour le moment on a l'impression qu'on en est assez loin.

Ce que demande France Universités, c'est que l'université soit un acteur important de l'ensemble des concertations sur ces sujets médicaux, paramédicaux, car l'université est l'acteur de formation de ces sujets et bien souvent la réalité à laquelle elle est confrontée n'est pas assez prise en compte. »



## Guillaume Gellé

**Président @ France Universités**

**Président @ Centre informatique national de l'enseignement supérieur (Cines)**

**Président @ Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)**

**Professeur des universités @ Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)**

Date de naissance : 04/11/1969

### Parcours

Depuis décembre 2022

[France Universités](#)  
Président

Depuis décembre 2018

[Centre informatique national de l'enseignement supérieur \(Cines\)](#)  
Président

Depuis mars 2016

[Université de Reims Champagne-Ardenne \(Urca\)](#)  
Président

Depuis novembre 2005	<a href="#">Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)</a> Professeur des universités
Décembre 2020 - décembre 2022	<a href="#">France Universités</a> Vice-président
Décembre 2018 - janvier 2021	<a href="#">France Universités</a> Président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle
Juin 2013 - mars 2016	<a href="#">Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres)</a> Délégué scientifique
2007 - 2012	<a href="#">Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)</a> Vice-président du CEVU, en charge de la politique de formation, de la vie étudiante et des relations internationales

-

### Établissement & diplôme

Depuis 1992	<a href="#">Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)</a> Ingénierie électrique et électronique
N.c. - 2004	<a href="#">Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)</a> HDR
N.c. - 1998	<a href="#">Université de Reims Champagne-Ardenne (Urca)</a> Doctorat en physique
N.c. - 1995	<b>Institut national polytechnique de Lorraine</b> Master, sciences de l'informatique et de l'information et services apparentés

-

Fiche n° 7666, créée le 25/11/2014 à 11:36 - MàJ le 15/12/2022 à 11:06



## France Universités

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

**Catégorie** : Groupement professionnel

### Général

Date de création 1971

Statut	Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
Missions et objectifs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.</li><li>• Soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions.</li><li>• Promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.</li></ul>
Membres	Une centaine de membres votants (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.
Présidence	Bureau élu en décembre 2022 composé de : Président : Guillaume Gellé Vice-présidents : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dean Lewis</li><li>• Virginie Dupont</li></ul>

### Chiffres clés

---

Personnels	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une équipe permanente : 27 personnes.</li><li>• Des conseillers et consultants : 7 personnes.</li></ul>
------------	---

---

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - MàJ le 14/01/2022 à 15:46

© News Tank Éducation & Recherche - 2023 - **Code de la propriété intellectuelle** : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »